

Plaidoyer en faveur de l'apprentissage

Dur, dur d'être francophone à Bienne pour faire un apprentissage...

Florent Cosandey

La ville de Bienne compte 40 pour cent de francophones. Or, en juin 2014, seulement un quart des apprenti-e-s formés dans la plus grande ville bilingue de Suisse étaient francophones. Analyse de la situation, qui varie grandement selon les secteurs et les professions.

Début 2013, le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF) et le Conseil du Jura bernois (CJB) ont demandé à la section francophone de l'Office de l'enseignement secondaire du 2^e degré et de la formation professionnelle (OSP) de dresser un « panorama » de l'offre de formation bernoise francophone dans le domaine de l'apprentissage. Fait réjouissant, cette étude statistique a montré que l'offre de formation professionnelle de la partie francophone du canton de Berne était certainement une des plus denses de Suisse, proportionnellement à la taille de la région. L'apprentissage y constitue en effet une véritable institution, témoin le fait que plus de 70 pour cent des jeunes optent pour cette filière après l'école obligatoire. En outre, des cours professionnels sont dispensés dans tous les secteurs de l'économie, que ce soit l'agriculture, l'artisanat, l'industrie, le commerce ou encore la santé et le social. Dans certains domaines comme le commerce ou certains métiers techniques, l'offre est même proposée tant à Bienne que dans le Jura bernois. Dans d'autres, la partie francophone du canton de Berne s'est même avérée pionnière au niveau suisse (formation modulaire pour adultes, validation des acquis dans la mécanique, cérémonie des apprentis méritants organisée par la Chambre d'économie publique du Jura bernois, etc.).

Situation difficile pour les francophones à Bienne

Cette étude a toutefois fait ressortir sans équivoque une situation connue sur la base d'impressions mais encore jamais chiffrée: les francophones sont largement sous-représentés en ce qui concerne les places d'apprentissage occupées en ville de Bienne. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: en juin 2014, seulement 25 pour cent des places d'apprentissage de la métropole horlogère étaient occupées par des francophones, pour une population dont plus de 40 pour cent définit le français comme langue officielle. En valeur absolue, cela donnait 402 apprenti-e-s francophones pour un total de 1649 apprenti-e-s. Sans les offres de formation à plein temps, comme celles du CFP Bienne (Lycée technique), la situation des francophones serait encore pire.

Situation critique dans plusieurs secteurs

Le déséquilibre est particulièrement frappant dans les secteurs de la santé (8 apprenti-e-s francophones pour 114 germanophones pour la profession d'assistant-e en soins et santé communautaire) et de la vente (12 apprenti-e-s francophones pour 120 germanophones pour la profession de gestionnaire du commerce de détail). Dans ces deux secteurs, plusieurs employeurs grands pour-

« Le déséquilibre est particulièrement frappant dans les secteurs de la santé et de la vente. »

voyeurs de places d'apprentissage forment presque exclusivement en allemand. Les francophones sont également largement sous-représentés dans toutes les professions commerciales (employé-e de commerce, assistant-e en pharmacie, assistant-e médical-e, etc.), de l'artisanat et des services.

Dans ces secteurs, plusieurs raisons conduisent certaines entreprises à ne pas former ou à former peu de francophones: organisation de la formation en lien avec la Suisse alémanique, manque de formateur-trice-s de langue française, clientèle majoritairement germanophone, etc. Ne trouvant pas de place d'apprentissage, de nombreux jeunes francophones sont alors contraints de suivre une autre voie de formation ou de trouver une entreprise formatrice dans des régions francophones limitrophes. Dans cette dernière situation, ces jeunes ne reviennent pas toujours dans le Seeland, ce qui constitue une perte pour la région biennoise et son bilinguisme. Cette situation crée un cercle vicieux: dans les écoles professionnelles, des filières francophones sont menacées faute d'apprenti-e-s en nombre suffisant et les entreprises manquent ensuite de formateurs francophones et ne peuvent, de ce fait, pas engager de francophones... ▶

Situation favorable dans certains secteurs

Si les francophones sont largement sous-représentés dans la plupart des secteurs de l'économie, il y a deux notables exceptions. Dans les métiers de la mécanique et de l'horlogerie, les francophones sont... majoritaires. Certaines – grandes... – entreprises de ces secteurs forment quasiment exclusivement en français. Dans ce cas de figure, ce sont les jeunes germanophones qui ne trouvent pas de places d'apprentissage, ce qui est tout autant regrettable que le phénomène inverse.

Un constat, des actions!

Convaincus que la situation actuelle est clairement insatisfaisante et que le choix d'une profession ne doit être conditionné aussi fortement par l'appartenance à une communauté linguistique, le CAF et l'OSP ont fait de la promotion de l'apprentissage francophone à Bienne un objectif prioritaire. Un groupe de travail a été constitué et s'est réuni pour la première fois en août 2014. Son objectif: renforcer la place de l'apprentissage dans la région

biennoise, notamment en faveur des francophones. Les partenaires actuels du groupe de travail sont: le canton de Berne via la section francophone de l'OSP, le CAF, le Forum du bilinguisme, la Chambre économique Bienne-Seeland, les écoles professionnelles biennoises (CFP, BFB), l'Orientation professionnelle et la Ville de Bienne. Le Conseil du Jura bernois rejoindra également le groupe de travail, dans la mesure où le manque de places d'apprentissage en français à Bienne nuit également aux jeunes du Jura bernois, ainsi qu'aux écoles professionnelles de cette région. D'autres partenaires seront associés aux travaux de manière ponctuelle.

Un catalogue d'actions est en cours d'élaboration. Elles cibleront en priorité les secteurs où le manque de places d'apprentissage pour les francophones est particulièrement important (santé, vente, etc.). Les acteurs impliqués sont convaincus que les deux communautés linguistiques tireraient un bénéfice si elles étaient représentées de façon équilibrée dans les divers secteurs économiques.

Zusammenfassung Zu wenige Lehrstellen für Welschbielerinnen und Welschbieler

Eine im Frühjahr 2014 veröffentlichte Studie der französischsprachigen Abteilung des Mittelschul- und Berufsbildungsamtes (MBA) hat ergeben, dass Französischsprachige bei den Lehrstellen in Biel stark untervertreten sind. Die Zahlen sprechen für sich: Im Juni 2014 waren in der Seelandmetropole nur gerade 25 Prozent der Lehrstellen durch Französischsprachige besetzt, und dies, obwohl die Französischsprachigen über 40 Prozent der Bieler Bevölkerung ausmachen. Besonders krass ist das Missverhältnis in den Bereichen der Gesundheit (8 französischsprachige gegenüber

114 deutschsprachigen Lehrlingen bei den Fachangestellten Gesundheit) und des Verkaufs (12 französischsprachige und 120 deutschsprachige Lehrlinge bei den Detailhandelsfachleuten). Stark untervertreten sind die Welschen auch in den kaufmännischen Berufen (Kauffrau/Kaufmann, Pharmaassistentin/Pharmaassistent, medizinische Assistenzberufe usw.) sowie in den Gewerbe- und Dienstleistungsberufen. Einzige Ausnahmen sind die Bereiche Mechanik und Uhrenindustrie, in denen die welschen Lehrlinge die Mehrheit stellen. In der Überzeugung, dass die heutige Situation klar unbefriedigend ist, haben der Rat für französischsprachige Angelegenheiten des

zweisprachigen Amtsbezirks Biel (RFB) und das MBA die Förderung welscher Lehrstellen in Biel zur obersten Priorität erklärt. Sie haben dafür eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die ihre Arbeit im August 2014 aufgenommen hat. Ihr Ziel ist es, den Lehrstellenplatz in der Region namentlich zugunsten der Welschen zu stärken. Folgende Partner arbeiten mit der Arbeitsgruppe zusammen: der Kanton Bern (über die französischsprachige Abteilung des MBA), der RFB, das Forum für die Zweisprachigkeit, die Wirtschaftskammer Biel-Seeland, die Bieler Berufsschulen (BBZ, BFB), die Berufsberatung, der Bernjurassische Rat (BJR) und die Stadt Biel.